

ACCUSONS LE CAPITALISME



Union des **R**évolutionnaires-**C**ommunistes de **F**rance
CONSTRUCTION DU PARTI

UR**CF**

ÉLECTIONS EUROPÉENNES : PAS UNE VOIX POUR CETTE CONSTRUCTION RÉACTIONNAIRE !

La campagne des prochaines élections au Parlement européen va être une occasion pour les partis et candidats du Capital de présenter la construction européenne comme une avancée vers le progrès et la prospérité, répondant à l'aspiration des peuples à vivre en paix et à offrir un avenir à la jeunesse. Les partis opportunistes euro-constructifs, en particulier ceux regroupés dans le Parti de la Gauche Européenne, s'efforceront de détourner le rejet qu'éprouvent de plus en plus de travailleurs vis-à-vis de cette construction impérialiste antisociale et antipopulaire, vers des solutions illusoires consistant à réorienter cette construction dans un sens soi-disant progressiste.

La construction européenne par et pour les monopoles capitalistes, ayant pour but de briser les acquis et les résistances des travailleurs pour rendre compétitive

l'économie et assurer le profit maximum, se traduit par la multiplication des guerres et des politiques d'agression et d'ingérence, à la tête desquelles se retrouve quasiment chaque fois l'impérialisme français : destruction de la Yougoslavie, renversement du Président élu en Côte d'Ivoire, bombardements et contre-révolution en Libye, participation à la guerre en Afghanistan, invasion du Mali et de la Centrafrique, guerre terroriste contre la Syrie, organisation du putsch des forces pro-UE et fascistes en Ukraine.

L'Union Européenne est le cadre dans lequel s'élaborent des mesures antisociales permanentes, concoctées dans les conseils d'administration des grands monopoles et des structures regroupant la crème des patrons et politiciens de tous bords, telles que la Table ronde des industriels

européens (ERT), au sein de laquelle ont été initiées les politiques d'ouverture à la concurrence des services publics jusqu'à leur privatisation, les organisations impérialistes classiques que sont l'OMC, le FMI, l'OSCE, des «Think tanks» tels que le Siècle, le groupe Bilderberg, l'European Policy Center, qui regroupe aussi bien des multinationales, des organes gouvernementaux que des ONG telles Amnesty ou CARE. Ce sont des lieux où les politiciens de droite comme « de gauche » s'entendent pour orchestrer de concert la destruction des acquis sociaux. Le Parlement européen est l'illustration du caractère anti-démocratique de l'U.E., puisqu'il lui est interdit de présenter des lois, cette prérogative étant réservée à la Commission Européenne non élue, et qu'il n'a rien à dire sur le volet recettes du budget de l'UE,

son avis étant seulement demandé sur la partie dépenses.

On ne peut donc s'attendre à voir la Commission européenne poser la question législative d'une taxation quelconque du Capital ; mais plutôt à approuver toutes les mesures d'austérité, de liquidation des droits sociaux et de destruction des services publics. C'est ainsi que le Parlement européen a récemment voté, avec une majorité de voix de la social-démocratie, la contre-réforme ferroviaire, repoussant seulement l'ouverture totale à la concurrence à 2022. Sur le plan des droits, un texte de loi sur l'égalité hommes-femmes, en particulier en matière de salaires, a été rejeté, cette fois-ci avec les voix des libéraux et l'abstention des «écologistes».

Le caractère non démocratique de l'U.E. est encore prouvé par la violation des choix exprimés par les peuples qui ont rejeté le traité de Maastricht (Danemark) ou le TCE (France).

La présence de députés communistes dans ce parlement, portant les revendications des travailleurs et des peuples, luttant contre les mesures réactionnaires et les guerres, dénonçant le caractère antidémocratique de l'U.E., révélant, grâce à leur accès aux documents et à leurs participations à telle ou telle commission, les dessous de la politique et les mécanismes réels de la dictature du Capital au niveau du continent, constituerait un appui à la lutte nécessaire pour la sortie de l'U.E. par la révolution socialiste dans les pays membres. C'est ce travail que font les camarades élus du Parti Communiste de Grèce qui participent à cette élection. En France et dans bien d'autres pays de l'U.E., les Communistes n'ont pas encore les moyens financiers nécessaires pour y participer. Derrière les discours sur la démocratie et le pluralisme, la censure par l'argent, ajoutée à celle des médias aux mains des monopoles, l'orientation de

l'opinion par les sondages, la répression anticommuniste dans plusieurs pays de l'U.E., la dictature de la classe bourgeoise cherche à imposer le silence à toute voix révolutionnaire.

Parmi les autres partis et candidats règne un consensus pour ne pas remettre en cause l'U.E. et plus généralement le système capitaliste.

C'est pourquoi l'URCF appelle à boycotter cette élection, à ne pas donner une voix aux candidats de l'U.E., et popularise l'appel de l'Initiative des P.C. et ouvriers d'Europe pour une Europe de la prospérité des peuples, de la paix, de la justice sociale et des droits démocratiques, du socialisme.

Celle-ci verra le jour quand les travailleurs d'Europe renverseront leurs bourgeoisies, au terme de luttes de classe pour leurs revendications, contre les fondements de la domination du Capital: la propriété privée, l'exploitation, l'État.

L'URCF, le 1^{er} mai 2014



Qu'est-ce que l'URDCF ?

L'Union des Révolutionnaires-Communistes de France – **Construction du Parti** (URDCF) est engagée dans le processus de luttes pour refonder le Parti communiste de France, sur la base des 21 conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste. Elle regroupe des communistes français et immigrés issus de la classe ouvrière, vivant et militant à ses côtés. L'URDCF a été créée par des communistes ayant combattu la ligne réformiste du PCF. Elle a rompu avec ce parti rallié à l'économie de marché, à la construction européenne, à l'anticommunisme et l'antisoviétisme.

L'URDCF combat stratégiquement pour renverser le capitalisme, source des maux dont souffre l'immense majorité de la population, au moyen de la révolution socialiste. Elle soutient le syndicalisme de lutte de classe et s'oppose à la cogestion et à toute forme de collaboration avec le Capital.

Avec la **campagne "Accusons le capitalisme"** dont elle est l'initiatrice, l'URDCF cible la propriété privée des moyens de production et la dictature du Capital, obstacles à l'émancipation des travailleurs.

L'URDCF s'inscrit dans le combat pour la renaissance du mouvement communiste international, la lutte contre les guerres impérialistes, la solidarité avec les peuples en lutte, en particulier ceux victimes de l'impérialisme français, et avec les pays qui construisent le socialisme (Cuba, RPD de Corée). Elle est **membre de l'Initiative des partis communistes et ouvriers d'Europe**.

L'URDCF agit pour la rupture avec l'UE, l'OTAN, les autres organismes impérialistes, en lien avec la lutte pour un changement de mode de production : le socialisme/communisme. Son but est la construction d'une société socialiste basée sur le pouvoir de la classe ouvrière et des travailleurs.

La classe bourgeoise exploiteuse dispose d'une multitude de partis à son service pour tromper les masses et donner une façade démocratique à sa dictature.

Seule la classe ouvrière n'a pas son parti pour défendre ses intérêts. Pour vaincre, elle a besoin d'un Parti communiste. Pour le construire dans les luttes et préparer la révolution socialiste, rejoignez l'URDCF !



LISEZ INTERVENTION COMMUNISTE
Le journal de tous les travailleurs

BULLETIN D'ABONNEMENT

1an : 19 €, Etudiant, Privés d'emploi : 10€, Soutien à partir de 30€

Nom: _____ Prénom _____

Adresse: _____

Code postal: _____

Ville: _____

Chèque à l'ordre des " AMIS D'OULIANOV " B.P.40084
75862 PARIS cedex 18

Consultez notre site www.URCF.fr

Tract imprimé par nos soins. Ne pas jeter sur la voie publique